

## Mittal va bien laminer Gandrange

► Cette fois, c'est fini. Arcelor-Mittal va bel et bien appliquer son plan de fermeture partielle de l'usine de Gandrange (Moselle). 595 emplois (sur un total de 1.108) seront supprimés lors d'un Comité d'entreprise programmé vendredi prochain. Les syndicats ont confirmé hier que le groupe sidérurgiste avait décidé de fermer une aciérie électrique plus un laminoir. Selon le site d'information Médiapart, les élus du Comité d'entreprise ont reçu hier matin par Chronopost un dossier « préparatoire »

à la réunion du 4 avril. Il ne laisse aucun espoir: le redressement de l'aciérie serait « impossible », l'exploitation du laminoir étant non « envisageable ». Contacté samedi, la direction de la multinationale ne souhaite pas confirmer les suppressions d'emplois, se bornant à confirmer que « Gandrange restera partie intégrante du groupe ». En outre, la direction admet qu'un investissement de 6 millions d'euros sera nécessaire pour relancer la dernière partie du site.

Lakshmi Mittal, après une rencontre avec Nicolas Sarkozy, avait pourtant accepté de geler le plan de restructuration, le temps d'examiner une solution « alternative » avec les partenaires syndicaux d'ici au 4 avril. « Ils se sont moqués de nous, ils ont programmé une mort lente pour le site », a dénoncé hier Edouard Martin, élu CFDT de l'usine. Les syndicats se réservent toutes solutions pour faire plier le propriétaire. Encore un dossier éminemment politique: Nicolas Sarkozy avait assuré

être « prêt à prendre en charge tout ou partie des investissements nécessaires » pour sauver Gandrange, s'attirant des critiques dans son propre camp. L'homme d'affaires Romain Zaleski pourrait débloquer l'affaire. Alors que Mittal affirme qu'aucun repreneur français n'est sur les rangs, il étudie toujours activement le dossier. D'autres noms circulent tels les aciéristes Corus (Tata Steel), Ascométal (groupe Severstal) ou Saarlöhne.

**Benoît Simmat**